

Elle entre en vigueur le 1^{er} octobre 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée, adressée au président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 mai 2017.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Zij heeft uitwerking met ingang vanaf 1 oktober 2016 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd op verzoek van de meest gereede partij, mits een opzegging van drie maanden, via een aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 mei 2017.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/203204]

14 JUIN 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 118, 133 et 137 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, afin de régler la procédure en cas de chômage temporaire lors d'une grève ou d'un lock-out

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1^{septies}, alinéa 3, 1^o et § 1^{octies}, alinéa 3, insérés par la loi du 25 avril 2014, et § 4, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 1^{er} décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mars 2017;

Vu l'avis 61.489/1 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. - L'article 118, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 et modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 2016, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant est toutefois revu si le chômeur temporaire doit introduire une demande d'allocations conformément à l'article 133, § 1^{er}, 4^o. ».

Art. 2. - A l'article 133, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 11 septembre 2016, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) au 4^o, b), le mot « une » est remplacé par le mot « chaque »;

2^o) au 4^o, c), le mot « du » est remplacé par les mots « d'un »;

3^o) le 5^o est abrogé.

Art. 3. - A l'article 137 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 juillet 2016, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, c) les mots « et 5^o, » sont abrogés;

2^o) au § 2, 3^o, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans la phrase introductive les mots « qui est victime d'un lock-out ou » sont abrogés;

b) le c) est remplacé par la disposition suivante :

« c) dans les cas visés à l'article 133, § 1^{er}, 4^o, a), b) et c), pour le mois dans lequel débute le chômage pour cause de grève ou de lock-out, un deuxième exemplaire du « certificat de chômage temporaire », mentionnant les données requises pour la demande d'allocations; »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/203204]

14 JUNI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 118, 133 en 137 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, met het oog op de regeling van de procedure in geval van tijdelijke werkloosheid bij staking of lock-out

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, en § 1^{septies}, derde lid, 1^o en § 1^{octies}, derde lid, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014 en § 4, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 1 december 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 maart 2017;

Gelet op advies 61.489/1 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - Artikel 118, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 september 2006 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 2016, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het bedrag wordt evenwel herzien indien de tijdelijk werkloze overeenkomstig artikel 133, § 1, 4^o, een uitkeringsaanvraag moet indienen."

Art. 2. - In artikel 133, § 1, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) in 4^o, b), wordt in de franse tekst het woord "une" vervangen door het woord "chaque";

2^o) in 4^o, c), wordt in de franse tekst het woord "du" vervangen door de woorden "d'un";

3^o) het 5^o wordt opgeheven.

Art. 3. - In artikel 137 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) in § 1, eerste lid, 2^o, c), worden de woorden "en 5^o," opgeheven;

2^o) in § 2, 3^o, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin worden de woorden "die getroffen wordt door een lock-out of" opgeheven;

b) c) wordt vervangen door de volgende bepaling :

"c) in de gevallen bedoeld in artikel 133, § 1, 4^o, a), b) en c), voor de maand waarin de werkloosheid ingevolgd staking of lock-out een aanvang kent, een tweede exemplaar van het "bewijs van tijdelijke werkloosheid", vermeldend de gegevens vereist voor de uitkeringsaanvraag;"

3°) le § 4, alinéa 1^{er}, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° dans les cas visés à l'article 133, § 1^{er}, 4°, a), b) et c), et au § 2, 3°, c) du présent article, un deuxième exemplaire du « certificat de chômage temporaire », mentionnant les données nécessaires pour la demande d'allocations; cependant, dans le cas visé au § 2, 3°, c), la remise du formulaire ne se fait qu'à la demande du travailleur. »;

4°) il est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. L'employeur est tenu de communiquer à l'Office le chômage temporaire qui est la conséquence directe ou indirecte d'une grève ou d'un lock-out.

La communication contient notamment les mentions suivantes :

1° le nom, l'adresse et le numéro d'entreprise de l'employeur ou de l'entreprise;

2° le nom, le prénom, le numéro d'identification de la sécurité sociale du travailleur qui est au chômage sans salaire à la suite d'une grève ou d'un lock-out et qui, conformément au § 2, 3°, a demandé à l'employeur de recevoir un formulaire de contrôle;

3° le premier jour, non couvert par un salaire, où le contrat de travail est suspendu dans le mois considéré à la suite directe ou indirecte d'une grève ou d'un lock-out;

4° l'adresse complète du lieu où le travailleur mis en chômage aurait normalement travaillé ce jour-là;

5° la description et la nature de la grève ou du lock-out;

6° le fait que le travailleur fait partie de l'unité en grève et qu'il est occupé dans l'unité en grève;

7° le cas échéant, les circonstances rendant l'exécution du contrat de travail impossible pour le travailleur.

La communication est effectuée par voie électronique, en utilisant l'adresse électronique constatée à cet effet par le Comité de gestion et la procédure d'identification applicable à cet égard, qui a été acceptée par le Comité de gestion et qui doit permettre d'identifier et d'authentifier l'employeur avec certitude.

La communication se fait en complétant un formulaire électronique mis à disposition par le biais de l'adresse électronique visée à l'alinéa précédent et dont le contenu est défini par le Comité de gestion ou, dès l'instant où le Comité de gestion prévoit cette technique, en transmettant les données concernées par le biais d'un fichier de données.

L'employeur reçoit, pour chaque communication électronique, un accusé de réception électronique mentionnant la date à laquelle la communication a été effectuée, le contenu de la communication et un numéro de communication unique qui peut être utilisé pour démontrer vis-à-vis des institutions compétentes en matière d'assurance chômage que la communication a été effectuée pour le travailleur concerné.

Par dérogation à l'alinéa 3, la communication peut se faire par le biais d'une lettre recommandée à la poste envoyée au bureau du chômage du lieu où est établie l'entreprise, dans les cas mentionnés ci-après :

1° il s'agit de la première communication à la suite d'une suspension de l'exécution du contrat de travail. Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte des communications qui ont été envoyées en dehors de la période de 24 mois, calculés de date à date, précédant la nouvelle communication, ni de la communication visée au 2°;

2° la communication se fait dans une période de dispense de communication par voie électronique, octroyée par le directeur du bureau du chômage du lieu où est établie l'entreprise. Le directeur octroie la dispense pour une période de 24 mois si l'employeur démontre qu'il ne dispose pas des moyens informatiques nécessaires pour envoyer une communication par voie électronique. Moyennant l'introduction d'une nouvelle demande, l'avantage de cette disposition peut être à nouveau octroyé;

3° à la suite de problèmes techniques, dont la preuve est jointe au courrier recommandé à la poste relatif à la communication, la communication ne peut pas être effectuée par voie électronique.

Pour l'application de l'alinéa précédent, un message fax est assimilé à un envoi recommandé à la poste. ».

Art. 4. - Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Le Ministre de l'Emploi peut, après avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}, s'il est constaté que l'application électronique par laquelle les communications visées à l'article 3 sont gérées, est opérationnelle à une date antérieure.

3°) § 4, eerste lid, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"3° in de gevallen bedoeld in artikel 133, § 1, 4°, a), b) en c) en in § 2, 3°, c) van onderhavig artikel, een tweede exemplaar van het "bewijs van tijdelijke werkloosheid", vermeldend de gegevens vereist voor de uitkeringsaanvraag; in het geval bedoeld in § 2, 3°, c), gebeurt de overhandiging evenwel slechts op vraag van de werknemer."

4°) het wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

"§ 6. De werkgever is er toe gehouden de tijdelijke werkloosheid die het rechtstreekse of onrechtstreekse gevolg is van een staking of een lock-out, mee te delen aan de Rijksdienst.

De mededeling vermeldt inzonderheid de volgende gegevens :

1° de naam, het adres en het ondernemingsnummer van de werkgever of de onderneming;

2° de naam, de voornaam, het identificatienummer van de sociale zekerheid van de werknemer die werkloos is zonder loon ten gevolge van een staking of een lock-out en die overeenkomstig § 2, 3°, de werkgever verzocht heeft een controleformulier te ontvangen;

3° de eerste dag, niet gedekt door loon, waarop de arbeidsovereenkomst in de beschouwde maand geschorst wordt als rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van een staking of een lock-out;

4° het volledig adres van de plaats waar de werkloos gestelde werknemer die dag normaal zou gewerkt hebben;

5° de omschrijving en de aard van de staking of lock-out;

6° het feit of de werknemer behoort tot de stakende eenheid en tewerkgesteld is in de stakende eenheid;

7° in voorkomend geval, de omstandigheden waardoor het voor de werknemer onmogelijk is om de arbeidsovereenkomst uit te voeren.

De mededeling wordt verricht op elektronische wijze, gebruik makend van het daartoe door het beheerscomité vastgestelde elektronisch adres en van de aldaar geldende identificatieprocedure, aanvaard door het beheerscomité, die moet toelaten dat de werkgever met zekerheid wordt geïdentificeerd en geauthenticeerd.

De mededeling gebeurt door het invullen van een elektronisch formulier, dat beschikbaar wordt gesteld via het in het vorig lid bedoelde elektronisch adres, en waarvan de inhoud door het beheerscomité wordt vastgesteld of, vanaf het tijdstip waarop het beheerscomité deze techniek voorziet, door transmissie van de betreffende gegevens via een gegevensbestand.

De werkgever ontvangt per elektronische mededeling een elektronisch ontvangstbewijs dat melding maakt van de datum waarop de mededeling werd verricht, de inhoud van de mededeling en een uniek mededelingsnummer dat gebruikt kan worden om ten aanzien van de instellingen bevoegd voor werkloosheidsverzekering aan te tonen dat de mededeling voor de betreffende werknemer werd verricht.

In afwijking van het derde lid, kan de mededeling gebeuren bij een ter post aangetekende brief die verzonden wordt aan het werkloosheidsbureau van de plaats waar de onderneming gevestigd is, in de hierna vermelde gevallen :

1° het betreft de eerste mededeling ingevolge een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst. Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt geen rekening gehouden met de mededelingen die werden verstuurd buiten de periode van 24 maanden, gerekend van datum tot datum, voorafgaand aan het tijdstip van de nieuwe mededeling, noch met de mededeling bedoeld in 2°;

2° de mededeling gebeurt in een periode van vrijstelling van mededeling op elektronische wijze, toegekend door de directeur van het werkloosheidsbureau van de plaats waar de onderneming gevestigd is. De directeur kent de vrijstelling toe voor een periode van 24 maanden indien de werkgever aantoont dat hij niet over de nodige geïnformateerde middelen beschikt om een mededeling op elektronische wijze te verzenden. Mits indiening van een nieuwe aanvraag kan het voordeel van deze bepaling opnieuw worden toegekend;

3° de mededeling kan ingevolge technische problemen, waarvan het bewijs wordt toegevoegd in het ter post aangetekend schrijven betreffende de mededeling, niet via elektronische weg worden verricht.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt een faxbericht gelijkgesteld met een ter post aangetekende brief."

Art. 4. - Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

De Minister van Werk kan, na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, een datum van inwerkingtreden bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid, indien vastgesteld wordt dat de elektronische toepassing waarbij de mededelingen bedoeld in artikel 3 worden beheerd, op een vroegere datum operationeel is.

Art. 5. - Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Art. 5. - De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2017/203206]

25 JUNI 2017. — Arrêté royal portant exécution de l'article 39 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable, l'article 39, deuxième alinéa;

Vu l'avis n° 61.549/1 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le délai visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable est prolongé de six mois.

Art. 2. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 mars 2017,
Moniteur belge du 15 mars 2017.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2017/203206]

25 JUNI 2017. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 39 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk, artikel 39, tweede lid;

Gelet op het advies nr. 61.549/1 van de Raad van State, gegeven op 1 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in artikel 39, eerste lid, van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk bedoelde termijn wordt verlengd met 6 maanden.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
K. PEETERS

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 maart 2017,
Belgisch Staatsblad van 15 maart 2017.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2017/203205]

14 JUNI 2017. — Arrêté ministériel modifiant les articles 87 et 92 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, afin de régler la procédure en cas de chômage temporaire lors d'une grève ou d'un lock-out

Le Ministre de l'Emploi,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, l'article 138, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage,

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 1^{er} décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mars 2017;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2017/203205]

14 JUNI 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 87 en 92 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering, met het oog op de regeling van de procedure in geval van tijdelijke werkloosheid bij staking of lock-out

De Minister van Werk,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, artikel 138, eerste lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering,

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 1 december 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 maart 2017;